

Question orale de Caroline Cassart, Députée, à Willy Borsus,
Vice-Président et Ministre de l'Economie,
du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire,
de l'Agriculture, de l'IFAPME
et des Centres de compétences, concernant
Le secteur bovin wallon

Monsieur le Ministre,

La santé économique du secteur de la viande bovine est alarmante. Le bilan financier des exploitations, et par conséquent le revenu des éleveurs, est inquiétant. En effet, celles-ci souffrent d'une érosion des prix, couplée à une hausse constante des coûts de production, et en particulier des charges opérationnelles, dont les coûts de l'alimentation.

La forte dépendance du secteur aux aides européennes n'est, par ailleurs, pas soutenable, spécifiquement face aux incertitudes qui continuent de planer sur le budget et les orientations de la future PAC. Ce constat n'est malheureusement pas nouveau puisque nous connaissons déjà la fragilité extrême de ce secteur pourtant essentiel à notre économie agricole.

Monsieur le Ministre, je ne vous apprends sans doute rien. Néanmoins, il est vital de trouver des solutions afin d'aider le secteur à sortir de la crise dans laquelle il est plongé. A cet égard, quelles sont les pistes existantes et concrètes pour y parvenir? Quels outils pouvez-vous mettre en place à court et à long terme?

Je vous remercie.

Réponse de Willy Borsus, Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

Madame la Députée, on le sait, on l'a évoqué il y a quelques instants, le secteur bovin est confronté à de graves difficultés et traverse une crise sans précédent.

Il est absolument nécessaire de, à très court terme, mobiliser des actions fortes, de manière à répondre à cette situation. On a aujourd'hui un phénomène d'abandons d'activités ou d'abandons d'activités d'élevage de viandeux, qui est conséquent. On a aussi un phénomène de décapitalisation d'un certain nombre d'exploitations et même d'exploitations — si je puis dire — de bonne tenue. Des exploitations compétitives sont aujourd'hui confrontées à des difficultés avec un questionnement énorme dans les exploitations viandeuses que je souhaite absolument prendre en compte.

Notre DPR avait elle-même fixé des ambitions significatives avec des éléments de vision par rapport à l'avenir de la filière de viande bovine wallonne, avec des volontés d'optimiser les filières de production dans le respect de l'environnement, d'utilisation des ressources locales, de renforcer le lien à la production fourragère et de valoriser aussi le savoir-faire des professionnels concernés.

Comme je l'ai indiqué tout à l'heure lors du dernier Conseil Agriculture, l'attention du commissaire M.Hogan a d'ailleurs été attirée sur la situation particulièrement préoccupante du secteur de la viande bovine en Belgique. Des actions rapides ont également été sollicitées du niveau européen, notamment en termes d'actions visant à lever les barrières sanitaires dans certains pays tiers attractifs qui peuvent constituer des marchés qui absorbent des volumes et des volumes dans de bonnes conditions économiques, de manière à soutenir la commercialisation et les filières d'écoulement de nos produits.

D'autre part, j'ai évoqué tout à l'heure ma volonté de, à travers le secteur de la distribution d'une part et du secteur HORECA d'autre part, convenir de la valorisation et de la commercialisation accrue des produits de chez nous, c'est-à-dire des produits fruits de notre élevage.

D'autre part, vous n'ignorez pas que des campagnes importantes sont menées notamment par l'APAQ-W visant à restaurer, si je puis dire, à doter d'une image positive ou plus positive nos productions.

Je pense que des campagnes du type « Je cuisine local, durable, de saison », et des actions de cette nature, des actions qui contribuent à mieux faire connaître au grand public la qualité de nos productions, en ce compris la qualité diététique, alimentaire, de traçabilité sanitaire et la qualité gustative de nos produits sont des campagnes intéressantes. Avec la présidente et le directeur général de l'APAQ-W nous en avons également évoqué et mesuré toute l'efficacité

et exprimé la volonté que les campagnes à venir soient uniquement mesurées à l'aune de l'efficacité, de l'efficience de la communication en recourant également aux moyens modernes de communication et en utilisant les bons messages par rapport aux produits d'ici, de proximité, de qualité, de notre terroir, de notre agriculture.

Par ailleurs, le soutien aux circuits courts, à la commercialisation de proximité fait partie également des réponses.

J'ai dans mes attributions et les outils économiques et l'agriculture. Donc je pense que ce qui permettra de structurer la transformation, la valorisation de nos produits chez nous à travers de nouveaux acteurs économiques me semble intéressant.

D'autre part, on le sait, on a déjà évoqué tout à l'heure le budget de la PAC et le soutien, évidemment, à l'élevage et au lien également au territoire, au lien aux superficies qui est un élément de revenus important.

Par ailleurs, en ce qui concerne nos accords commerciaux il est important que nous puissions pénétrer certains marchés intéressants où il y a, sur des tranches de nos produits, une valeur commerciale intéressante que nous pouvons explorer et, à l'inverse, de nous opposer à des accords commerciaux qui viendraient, alors que notre situation est déjà déficitaire, ouvrir notre marché à des productions qui ne sont pas du tout commercialisées mais surtout pas du tout produites dans les mêmes conditions sanitaires de bien-être animal, environnemental, et de toute nature que celle que nous rencontrons dans nos produits.

Dans le temps imparti, voilà l'ensemble des éléments de réaction que je voudrais mentionner.

Soyons clairs aussi, on doit établir un constat entre nous: la consommation de viande en Belgique a diminué significativement au fil de ces dernières années. Je me permets de chiffrer cette diminution. C'est un élément de constat dont il faut tenir compte puisque l'on consommait en 2006 13,3 kilos en moyenne par an de viande bovine par personne. On est aujourd'hui à 9,9 kilos, chiffre de 2016. Donc on voit à quel point la consommation du marché intérieur est un élément aussi qui a pesé sur le marché concerné.

Réplique de la députée Caroline Cassart

C'est une première approche qui globalise vraiment toutes les missions et toute la vision que vous pouvez avoir par rapport à ce secteur bovin et la conscience que vous avez qu'il est en grande difficulté.

Il est clair que différentes mesures pourraient être prises. Vous parlez aussi bien de la distribution de l'HORECA de nos produits de chez nous, je vous rejoins. Continuer toute la mise en œuvre d'une mission pour l'APAQ-W pour redorer l'image, je vous rejoins.

La valorisation et la transformation, on le sait, des études ont été menées. Une fois que l'on valorise et que l'on transforme nos produits, on donne une certaine valeur ajoutée, donc je pense que c'est très important.

L'exportation permettra aussi de donner un nouveau souffle.

S'opposer aux accords commerciaux, je pense que cela coule de source.

Il y a aussi, peut-être, vous terminez, et je ne saurais m'en empêcher, quand vous parlez de la consommation de la viande c'est vrai qu'elle est en diminution, je n'ai pas de problème par rapport à cela. Mais il faudrait aussi, à un moment donné, que l'on arrête de stigmatiser une profession et en tout cas que l'on puisse avoir plutôt un message clair, un message positif parce qu'il est clair que si vous parlez avec n'importe quel diététicien ou si vous parlez avec n'importe quelle personne du secteur, on ne doit pas manger de la viande rouge tous les jours, on doit être attentifs à avoir une alimentation équilibrée. Mais détériorer, ternir, et je ne vais pas encore avoir de mots plus fermes, cette image du secteur bovin, met notre agriculteur dans une situation très difficile, mais le secteur aussi alors qu'il y a parfois des messages qui ne sont pas justes, qui sont passés et qui laissent des traces dans la population.

C'est vraiment un enjeu complet que nous devons relever face à ce problème des difficultés dans le secteur bovin.